

No. 29400

**FRANCE
and
CZECHOSLOVAKIA**

**Treaty of understanding and friendship. Signed at Paris on
1 October 1991**

Authentic texts: French and Czech.

Registered by France on 18 December 1992.

**FRANCE
et
TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité d'entente et d'amitié. Signé à Paris le 1^{er} octobre 1991

Textes authentiques : français et tchèque.

Enregistré par la France le 18 décembre 1992.

TRAITÉ¹ D'ENTENTE ET D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque,

- désireuses de renouer les liens traditionnels d'amitié et de coopération existant entre les deux pays,
- confirmant la déclaration franco-tchécoslovaque en date du 17 août 1944 par laquelle les gouvernements français et tchécoslovaque ont réaffirmé qu'ils considéraient les Accords de Munich comme nuls et nonavenus,
- réaffirmant leur attachement aux valeurs universelles, à la démocratie, à la liberté et à la justice,
- fidèles à leurs obligations découlant du droit international et notamment de la Charte des Nations-Unies,
- confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et conscientes de l'importance des décisions adoptées lors de la réunion à Paris des chefs d'Etat et de gouvernement de la CSCE,
- convaincues de la nécessité de surmonter définitivement la division de l'Europe, notamment par la mise en place de mécanismes de sécurité et de coopération sur l'ensemble du continent européen, et conscientes de leur responsabilité commune dans cette entreprise,
- prenant en compte les compétences des Communautés européennes et les perspectives d'évolution de celles-ci vers une union politique,

sont convenues de ce qui suit :

Article premier

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque s'engagent à développer entre elles dans tous les domaines des relations de coopération fondées sur la compréhension et la confiance réciproques. Elles favorisent l'entente et l'amitié entre leurs peuples.

2. Les Parties concluront, en tant que de besoin, d'autres accords et arrangements pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

¹ Entré en vigueur le 15 octobre 1992, soit 30 jours après l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Prague le 15 septembre 1992, conformément au paragraphe 1 de l'article 14.

Article 2

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque participent à la création d'une Europe pacifique et solidaire dans laquelle le respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et des principes de la démocratie et de l'Etat de droit est pleinement assuré.

Dans cette perspective, elles développent leur coopération politique et économique tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral ; elles agissent pour que l'Europe évolue vers une communauté de droit et de démocratie pouvant prendre la forme d'une confédération.

2. La République française s'engage à favoriser le développement de relations étroites entre la République Fédérative Tchèque et Slovaque et les Communautés européennes.

Elle soutient les efforts de la République Fédérative Tchèque et Slovaque afin de créer les conditions préalables à son intégration complète aux Communautés européennes.

3. Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux franco-tchécoslovaques respectent les compétences des Communautés européennes et les dispositions arrêtées par leurs institutions.

Article 3

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque collaborent au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité en Europe. Dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, elles agissent pour accroître la stabilité sur notre continent et y poursuivre un processus de désarmement classique et d'amélioration de la confiance et de la transparence fondé sur la mise en oeuvre effective par tous les Etats du principe de suffisance et la prise en compte de l'ensemble des conditions de la sécurité en Europe. Elles soutiennent l'établissement de structures et de mécanismes institutionnels propres à renforcer l'efficacité du processus de la CSCE et à contribuer à assurer à tous les Etats européens les conditions d'une véritable sécurité.

Article 4

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque tiennent des consultations régulières, à différents niveaux, en vue d'assurer le développement de leurs relations bilatérales et d'harmoniser autant que possible leurs positions sur les questions internationales d'intérêt commun.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties.

Les ministres des Affaires étrangères, qui suivent la mise en oeuvre générale du présent Traité, se réunissent au moins une fois par an. Des réunions de travail entre représentants des deux ministères des Affaires étrangères se tiennent au moins une fois par an.

Des consultations entre les ministres compétents responsables de la coopération ou leurs représentants ont lieu régulièrement.

Article 5

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque développent et approfondissent leurs relations sur le plan militaire et procèdent de manière régulière, dans un cadre bilatéral et multilatéral, à des échanges de vues sur leurs conceptions dans le domaine politique et militaire.

Elles favorisent à cette fin les contacts associant les ministères des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi que les états-majors des armées de leurs deux Etats.

Article 6

Au cas où surgirait, en particulier en Europe, une situation qui, de l'avis d'une des Parties, créerait une menace contre la paix, une rupture de la paix, ou mettrait en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre Partie que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforceront d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

Article 7

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque favorisent le développement de leur coopération économique et financière, en particulier dans les secteurs qui revêtent un caractère prioritaire pour leur avenir et dans la perspective de création d'un ensemble européen.

2. Les Parties encouragent l'établissement de liens directs entre opérateurs économiques des deux pays en s'efforçant d'améliorer les conditions de l'activité sur leur territoire des entreprises de l'autre Partie. Elles prennent notamment les mesures nécessaires au soutien et à la protec-

tion réciproques des investissements. Elles consacrent une attention particulière aux projets de coopération impliquant des petites et moyennes entreprises.

3. Pour faciliter le passage de la République Fédérative Tchèque et Slovaque à l'économie de marché et favoriser son développement économique, les Parties accordent une importance spéciale à la mise en oeuvre d'une coopération appropriée, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral. Celle-ci comprend notamment la formation des acteurs de la vie économique et sociale.

4. Les Parties s'efforcent de développer sur un plan bilatéral et dans le cadre européen l'ensemble des infrastructures favorisant leur rapprochement et leur coopération, notamment dans les domaines des communications, des transports, des postes, des télécommunications et de l'énergie.

5. Les Parties coopèrent, compte tenu de leurs intérêts mutuels et en liaison avec d'autres Etats, dans le cadre des institutions économiques et financières multilatérales, notamment le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

Article 8

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque, désireuses de contribuer à l'épanouissement d'une culture européenne ouverte à tous les peuples du continent, renforcent leur coopération dans les domaines de la science et de la recherche, de la technique, de l'éducation et de la culture. Elles facilitent un contact direct entre chercheurs et laboratoires des deux Etats pouvant aboutir à l'élaboration de projets communs, ainsi que l'échange des connaissances scientifiques et techniques entre les deux Etats. Une attention particulière est donnée au développement de la coopération dans le domaine de la santé.

2. Les Parties encouragent le développement de l'enseignement de la langue française en République Fédérative Tchèque et Slovaque et des langues tchèque et slovaque en France. Elles attachent une importance particulière aux formations linguistiques, qui constituent un préalable nécessaire à des actions de coopération durables, ainsi qu'à la connaissance, par leurs peuples, de leurs cultures respectives.

3. Les Parties encouragent les échanges scolaires et universitaires, tant au niveau des enseignants qu'à celui des étudiants, et l'élaboration de projets scientifiques communs en prenant en compte les programmes européens correspondants.

4. Pour assurer une meilleure connaissance entre les peuples français d'une part et tchèque et slovaque d'autre part, les Parties soutiennent le

développement des échanges artistiques. Elles favorisent la coopération dans le domaine des médias ainsi que la diffusion des livres et de la presse du pays partenaire.

5. Les Parties facilitent l'accès de leurs chercheurs aux archives, bibliothèques et instituts de recherche relevant de leur autorité.

6. Chaque Partie apporte son soutien aux activités des instituts ou centres culturels de l'autre Partie.

7. Les Parties coopèrent en vue d'assurer la sauvegarde du patrimoine culturel européen et sa conservation. Elles prêtent une attention particulière aux monuments historiques et aux lieux de mémoire.

Article 9

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque, conscientes de l'importance de la protection de l'environnement, s'efforcent d'étendre leur coopération dans ce domaine.

Article 10

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque favorisent la coopération entre les parlements et les parlementaires des deux Etats.

2. Les Parties, tenant compte de l'organisation constitutionnelle des deux Etats, encouragent les contacts directs et le développement de la coopération à tous les niveaux, et pour ce qui concerne la République Fédérative Tchèque et Slovaque, notamment au niveau des Républiques.

3. Les Parties facilitent dans le même esprit la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux pays.

Article 11

La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque encouragent les contacts entre ressortissants des deux Etats, notamment les échanges de jeunes.

Elles s'efforcent de prendre les dispositions susceptibles de contribuer au développement de leurs échanges touristiques.

Article 12

1. La République française et la République Fédérative Tchèque et Slovaque développent leur coopération en matière juridique et judiciaire.

2. Les Parties coopèrent dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants ainsi que les exportations illégales de biens culturels.

Article 13

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les relations conventionnelles des Parties avec les Etats tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 14

1. Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Prague.

2. Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, par écrit et avec un préavis d'un an avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de dénoncer le Traité.

Fait à Paris, le 1er octobre 1991, en deux exemplaires, chacun en langue française et en langue tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour la République
Française :

Le Président de la République
française,

[Signé]

FRANÇOIS MITTERRAND

Le Premier Ministre,

[Signé]

EDITH CRESSON

Le Ministre d'Etat, Ministre
des Affaires étrangères,

[Signé]

ROLAND DUMAS

Pour la République
Fédérative Tchèque et Slovaque :

Le Président de la République
Fédérative Tchèque et Slovaque,

[Signé]

VACLAV HAVEL

Le Ministre des Affaires étrangères,

[Signé]

JIRI DIENSTBIER

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

SMLOUVA O POROZUMĚNÍ A PŘÁTELSTVÍ MEZI FRANCOUZSKOU REPUBLIKOU A ČESKOU A SLOVENSKOU FEDERATIVNÍ REPUBLIKOU

Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika,

přejiče si navázat na tradiční svazky přátelství a spolupráce mezi oběma zeměmi,

potvrzujíče francouzsko-československé prohlášení ze dne 17. srpna 1944, v němž francouzská a československá vláda prohlásily, že považují mnichovskou dohodu za neplatnou od samého počátku,

potvrzujíče svou oddanost všelidským hodnotám, demokracii, svobodě a spravedlnosti,

věrný svým závazkům, vyplývajícím z mezinárodního práva a zejména z Charty OSN,

potvrzujíče závazky, které převzaly v rámci Konference o bezpečnosti a spolupráci v Evropě, a vědomy si významu rozhodnutí, přijatých na Pařížské schůzce hlav států a vlád KBSE,

přesvědčeny o nutnosti definitivně překonat rozdělení Evropy, zejména vytvářením mechanismů bezpečnosti a spolupráce na celém evropském kontinentě a vědomy si společné odpovědnosti za tento úkol,

berouce v úvahu pravomoce Evropských společenství a perspektivy jejich vývoje směrem k politické jednotě,

se dohodly takto:

Č l á n e k 1

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika se zavazují, že budou mezi sebou rozvíjet ve všech

oblastech vztahy spolupráce založené na vzájemné shodě a důvěře. Budou podporovat porozumění a přátelství mezi svými národy.

2. K provádění ustanovení této Smlouvy Strany budou podle potřeby uzavírat další dohody a ujednání.

Č l á n e k 2

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika se budou podílet na vytváření mírové a solidární Evropy, v níž bude plně zabezpečena úcta k lidským právům, základním svobodám a zásadám demokracie a právního státu.

V tomto smyslu budou rozvíjet politickou a hospodářskou spolupráci na dvoustranném a mnohostranném základě. Budou jednat tak, aby se Evropa vyvíjela směrem k právnímu a demokratickému společenství, které by mohlo nabýt formy konfederace.

2. Francouzská republika se zavazuje, že bude podporovat rozvoj úzkých vztahů mezi Českou a Slovenskou Federativní Republikou a Evropskými společenstvími.

Bude napomáhat úsilí České a Slovenské Federativní Republiky o vytváření předpokladů pro její plné začlenění do Evropských společenství.

3. Závazky, které vzala na sebe Francouzská republika ve dvoustranných francouzsko-československých dohodách, respektují pravomoce Evropských společenství a ustanovení přijatá jejich institucemi.

Č l á n e k 3

Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou spolupracovat při zachování míru a posilování bezpečnosti v Evropě. V rámci Konference o bezpečnosti a spolupráci v Evropě budou působit ke zvýšení stability na

našem kontinentě, k dalšímu pokračování procesu konvenčního odzbrojení a zvyšování důvěry a otevřenosti založené na účinném uplatňování zásady dostatečnosti všemi státy, berouce v úvahu všechny podmínky bezpečnosti v Evropě. Budou podporovat zřizování struktur nebo institucionálních mechanismů způsobilých posilovat účinnost procesu KBSE a přispívat k zajištění podmínek skutečné bezpečnosti pro všechny evropské státy.

Č l á n e k 4

Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou pořádat pravidelné konzultace na různých úrovních, aby tak zajistily rozvoj svých dvoustranných vztahů a co nejvíce sladily svá stanoviska k mezinárodním otázkám společného zájmu.

Za tím účelem se budou na základě dohody obou Stran konat setkání na nejvyšší úrovni.

Ministři zahraničních věcí, kteří sledují celkové provádění této Smlouvy, se budou scházet nejméně jednou ročně. Pracovní schůzky mezi představiteli obou ministerstev zahraničních věcí se budou konat nejméně jednou ročně.

Konzultace mezi příslušnými ministry odpovědnými za spolupráci nebo mezi jejich představiteli se budou konat pravidelně.

Č l á n e k 5

Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou rozvíjet a prohlubovat své styky na úseku vojenském a budou pravidelně konat na dvoustranném a mnohostranném základě výměny názorů o svých koncepcích v politické a vojenské oblasti. Za tím účelem budou podporovat společné kontakty ministerstev zahraničních věcí a obrany, jakož i generálních štábů obou států.

Č l á n e k 6

V případě, že zejména v Evropě vznikne situace, která podle mínění jedné ze Stran představuje ohrožení nebo porušení míru nebo může ohrozit její důležité bezpečnostní zájmy, může tato Strana požádat druhou Stranu, aby se bezodkladně konaly v této věci vzájemně konzultace. Strany budou usilovat o docílení společného stanoviska o prostředcích k vyřešení situace.

Č l á n e k 7

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou podporovat rozvoj vzájemné hospodářské a finanční spolupráce, zejména v oblastech, které mají přednostní význam pro jejich budoucnost a pro perspektivu vytváření evropského celku.
2. Strany budou podporovat navazování přímých styků mezi hospodářskými subjekty obou zemí a budou usilovat o zlepšování podmínek pro činnost podniků druhé Strany na svém území. Budou zejména přijímat opatření ke vzájemné podpoře a ochraně investic. Zvláštní pozornost budou věnovat projektům spolupráce týkající se menších a středních podniků.
3. K usnadnění přechodu České a Slovenské Federativní Republiky k tržnímu hospodářství a k podpoře jejího hospodářského rozvoje budou Strany přikládat zvláštní význam navazování odpovídající spolupráce jak na dvoustranném tak i mnohostranném základě. Tato spolupráce bude zahrnovat zejména vzdělávání činitelů hospodářského a společenského života.
4. Strany budou usilovat na dvoustranném základě i v evropském měřítku o rozvíjení veškerých infrastruktur, což bude napomáhat jejich sbližování a jejich spolupráci, zejména v oblasti dopravy, pošt, telekomunikací a energetiky.
5. Strany budou spolupracovat se zřetelem na své vzájemné zájmy a ve spojení s dalšími státy v rámci mnohostranných

hospodářských a finančních institucí, zejména s Mezinárodním měnovým fondem, se Světovou bankou a s Evropskou bankou pro obnovu a rozvoj.

Č l á n e k 8

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika, vedeny přáním přispívat k rozkvětu evropské kultury a vzdělanosti otevřené všem národům kontinentu, budou posilovat svou spolupráci v oblasti vědy, výzkumu, techniky, výchovy a kultury. Budou usnadňovat přímý styk mezi výzkumnými pracovníky a laboratořemi obou států za účelem vypracování společných projektů, jakož i výměnu vědeckotechnických poznatků mezi oběma státy. Zvláštní pozornost bude věnována rozvoji spolupráce v oblasti zdravotnictví.
2. Strany budou podporovat rozvoj výuky českého a slovenského jazyka ve Francii a francouzského jazyka v České a Slovenské Federativní Republice. Zvláštní význam přikládají jazykovému vzdělávání, které je nezbytným předpokladem trvalé spolupráce, jakož i vzájemného poznávání kultury jejich národů.
3. Strany budou podporovat výměny mezi středními a vysokými školami jak na úrovni pedagogů, tak i studentů, a vypracovávání společných vědeckých projektů se zřetelem na odpovídající evropské programy.
4. K zajištění lepšího poznávání mezi francouzským lidem na jedné straně a českým a slovenským lidem na straně druhé, Strany budou podporovat rozvoj uměleckých výměn. Budou napomáhat spolupráci v oblasti sdělovacích prostředků, jakož i šíření knih a tisku partnerské země.
5. Strany budou usnadňovat přístup svých výzkumných pracovníků do archivů, knihoven a výzkumných ústavů spadajících do jejich pravomoci.

6. Každá Strana bude přispívat k činnosti kulturních institucí nebo středisek druhé Strany.

7. Strany budou spolupracovat při zajišťování ochrany evropského kulturního dědictví a při jeho udržování. Zvláštní pozornost budou věnovat historickým památkám a památným místům.

Č l á n e k 9

Vědomy si významu ochrany životního prostředí, Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou usilovat o rozšíření spolupráce v této oblasti.

Č l á n e k 10

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou podporovat spolupráci mezi parlamenty a členy parlamentů obou států.

2. S přihlédnutím k ústavnímu uspořádání obou států budou Strany podporovat přímé styky a rozvoj spolupráce na všech úrovních a pokud jde o Českou a Slovenskou Federativní Republiku zejména na úrovni republik.

3. Strany budou ve stejném duchu usnadňovat spolupráci mezi politickými, společenskými a odborovými organizacemi obou zemí.

Č l á n e k 11

Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou napomáhat stykům mezi občany obou států, zejména výměně mládeže.

Budou usilovat o přijetí opatření, která budou přispívat k rozvoji vzájemné turistiky.

Č l á n e k 12

1. Francouzská republika a Česká a Slovenská Federativní Republika budou rozvíjet spolupráci v oblasti práva a justice.
2. Strany budou spolupracovat v boji proti organizované zločinnosti, zejména proti terorismu, obchodu s drogami, jakož i proti nezákonné přepravě kulturních statků přes hranice.

Č l á n e k 13

Ustanovení této Smlouvy se nikterak nedotýkají smluvních vztahů s třetími státy a nejsou namířeny proti žádnému z nich.

Č l á n e k 14

1. Tato Smlouva podléhá ratifikaci a vstoupí v platnost třicet dnů po výměně ratifikačních listin, k níž dojde v Praze.
2. Tato Smlouva je uzavřena na dobu deseti let. Její platnost bude mlčky prodlužována vždy o pět let, pokud jedna ze Stran písemně neoznámí druhé Straně při dodržení lhůty jednoho roku před uplynutím příslušné doby platnosti svoje rozhodnutí vypovědět tuto Smlouvu.

Dáno v Paříži dne října 1991 ve dvou vyhotoveních, každé v jazyce francouzském a jazyce českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za Francouzskou republiku:

[Signed — Signé]¹

[Signed — Signé]²

[Signed — Signé]³

Za Českou a Slovenskou Federativní Republiku:

[Signed — Signé]⁴

[Signed — Signé]⁵

¹ Signed by François Mitterrand — Signé par François Mitterrand.

² Signed by Edith Cresson — Signé par Edith Cresson.

³ Signed by Roland Dumas — Signé par Roland Dumas.

⁴ Signed by Vaclav Havel — Signé par Vaclav Havel.

⁵ Signed by Jiri Dienstbier — Signé par Jiri Dienstbier.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TREATY¹ OF UNDERSTANDING AND FRIENDSHIP BETWEEN
THE FRENCH REPUBLIC AND THE CZECH AND SLOVAK
FEDERAL REPUBLIC

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic,
Desiring to renew the traditional bonds of friendship and cooperation between
the two countries,

Confirming the Franco-Czechoslovak declaration of 17 August 1944 in which
the French and Czechoslovak Governments reaffirmed that they considered the
Munich Agreement to be null and void from the very beginning,

Reaffirming their commitment to universal values, democracy, freedom and
justice,

Faithful to their obligations under international law, in particular the Charter of
the United Nations,

Confirming the commitments that they assumed within the framework of the
Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) and recognizing the
importance of the decisions adopted at the Paris meeting of the heads of State and
Government of CSCE,

Convinced of the need to overcome, once and for all, the division of Europe,
in particular through the establishment of security and cooperation mechanisms
throughout the European continent, and aware of their shared responsibility in this
undertaking,

Bearing in mind the areas of competence of the European Communities and the
prospects for their advancement towards a political union,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall
develop, in all fields, relations of cooperation based on mutual comprehension
and confidence. They shall encourage understanding and friendship among their
peoples.

2. The Parties shall conclude, as necessary, other agreements and arrange-
ments with a view to implementing the provisions of this Treaty.

Article 2

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall
participate in the creation of a Europe based on peace and solidarity in which re-
spect for human rights, fundamental freedoms and the principles of democracy and
the rule of law is fully guaranteed.

¹ Came into force on 15 October 1992, i.e., 30 days after the exchange of the instruments of ratification, which took place at Prague on 15 September 1992, in accordance with article 14 (1).

To this end, they shall develop their political and economic cooperation at the bilateral and multilateral levels. They shall endeavour to promote the evolution of Europe into a community governed by the rule of law and democracy, which could take the form of a confederation.

2. The French Republic undertakes to foster the development of close relations between the Czech and Slovak Federal Republic and the European Communities.

It shall support the efforts of the Czech and Slovak Federal Republic to create the necessary conditions for its full integration into the European Communities.

3. The obligations undertaken by the French Republic in bilateral Franco-Czechoslovak agreements shall respect the areas of competence of the European Communities and the provisions laid down by their institutions.

Article 3

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall work together to maintain peace and strengthen security in Europe. Within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe, they shall strive to increase stability on the European continent, pursue the process of conventional disarmament, confidence-building and transparency on the basis of the effective implementation by all States of the principles of sufficiency for defence, bearing in mind all the conditions for security in Europe. They shall support the establishment of such institutional structures or mechanisms as may enhance the effectiveness of the CSCE process and help ensure conditions of genuine security for all European States.

Article 4

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall hold regular consultations at various levels in order to ensure the development of their bilateral relations and harmonize as far as possible their positions on international issues of common interest.

To this end, meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties.

The Ministers for Foreign Affairs, who shall monitor the overall implementation of this Treaty, shall meet at least once a year. Working meetings between representatives of the two ministries of foreign affairs shall be held at least once a year.

Consultations between the competent ministers responsible for cooperation, or between their representatives, shall be held on a regular basis.

Article 5

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall develop and deepen their military relations and shall hold regular exchanges of views, on a bilateral and multilateral basis, on their approaches to political and military matters. To this end, they shall encourage contacts between their ministries of foreign affairs and defence and between the general staff of the armed forces of the two States.

Article 6

In the event that a situation arises, particularly in Europe, which, in the opinion of either Party, might constitute a threat to peace or a breach of peace or jeopardize its vital security interests, that Party may propose to the other Party that joint consultations on the matter be held without delay. The Parties shall endeavour to adopt a common position on the means of resolving the situation.

Article 7

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall encourage the development of their economic and financial cooperation, in particular in areas of priority importance for their future and in the context of European integration.

2. The Parties shall encourage the establishment of direct links between economic operators of the two countries and shall endeavour to improve conditions for the operation of enterprises of the other Party in their territory. In particular, they shall adopt the measures required for the reciprocal encouragement and protection of investments. They shall devote particular attention to cooperation projects involving small and medium-sized enterprises.

3. With a view to facilitating the transition of the Czech and Slovak Federal Republic to a market economy and fostering its economic development, the Parties shall accord special importance to the establishment of appropriate cooperation at both the bilateral and multilateral levels. Such cooperation shall include, in particular, the training of persons active in the economic and social fields.

4. The Parties shall endeavour to develop, bilaterally and on a European scale, all infrastructures conducive to closer relations and cooperation between them, in particular in the fields of communications, transport, postal services, telecommunications and energy.

5. Bearing in mind their mutual interests and in concert with other States, the Parties shall cooperate within the framework of multilateral economic and financial institutions, in particular the International Monetary Fund, the World Bank and the European Bank for Reconstruction and Development.

Article 8

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic, desiring to contribute to the flourishing of a European culture accessible to all peoples of the continent, shall strengthen their cooperation in the fields of science and research, technology, education and culture. They shall facilitate direct contacts between researchers and laboratories of the two States with a view to the development of joint projects and the exchange of scientific and technical information between the two States. Special attention shall be devoted to developing cooperation in the field of health.

2. The Parties shall promote the teaching of the French language in the Czech and Slovak Federal Republic and of the Czech and Slovak languages in France. They attach particular importance to language training, which is a prerequisite for lasting cooperation and for the mutual understanding of the cultures of their peoples.

3. The Parties shall encourage exchanges between schools and universities of both teachers and students, as well as the development of joint scientific projects, taking into account the relevant European programmes.

4. In order to ensure better understanding between the French people, on the one hand, and the Czech and Slovak people, on the other hand, the Parties shall promote the development of artistic exchanges. They shall encourage cooperation in the media and the dissemination of the partner country's books and press.

5. The Parties shall facilitate access by their researchers to the archives, libraries and research institutes under their authority.

6. Each Party shall support the activities of the other Party's cultural institutes or centres.

7. The Parties shall cooperate in order to safeguard the European cultural heritage and ensure its preservation. They shall devote particular attention to historical monuments and historical sites.

Article 9

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic, recognizing the importance of environmental protection, shall endeavour to broaden their cooperation in this field.

Article 10

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall promote cooperation between the parliaments and parliamentarians of the two States.

2. Bearing in mind the constitutional organization of the two States, the Parties shall encourage direct contacts and the development of cooperation at all levels and, in the case of the Czech and Slovak Federal Republic, at the level of the Republics.

3. In the same spirit, the Parties shall facilitate cooperation between the two countries' political, social and trade-union organizations.

Article 11

The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall encourage contacts between nationals of the two States, in particular through youth exchanges.

They shall endeavour to take measures to foster the development of reciprocal tourism.

Article 12

1. The French Republic and the Czech and Slovak Federal Republic shall develop cooperation in legal and judicial matters.

2. The Parties shall cooperate in combating organized crime, particularly terrorism, drug-trafficking and the illegal export of cultural property.

Article 13

The provisions of this Treaty shall in no way affect the Parties' treaty relations with third States and shall not be directed against any of those States.

Article 14

1. This Treaty is subject to ratification and shall enter into force 30 days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague.

2. This Treaty is concluded for a period of 10 years. It shall be automatically extended for successive five-year periods, unless one of the Parties notifies the other Party in writing of its decision to denounce the Treaty at least one year prior to the expiry of the current period of validity.

DONE at Paris on 1 October 1991 in duplicate in the French and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

[Signed]

FRANÇOIS MITTERRAND
President of the French Republic

[Signed]

EDITH CRESSON
Prime Minister

[Signed]

ROLAND DUMAS
Minister of State
Minister for Foreign Affairs

For the Czech and Slovak
Federal Republic:

[Signed]

VACLAV HAVEL
President of the Czech and Slovak
Federal Republic

[Signed]

JIRI DIENSTBIER
Minister for Foreign Affairs